

Indicateurs conjoncturels: les échanges de services entre la Suisse et l'étranger

Les échanges de services avec l'étranger sont importants pour une petite économie ouverte comme la Suisse. Ils font partie de la contribution du commerce extérieur (exportations moins importations) à la croissance, entrent dans le calcul du produit intérieur brut (PIB) et servent surtout d'indicateur conjoncturel simultané ou retardé. La statistique relative à ces échanges entre dans la balance suisse des paiements. Elle est établie et publiée trimestriellement par la Banque nationale suisse (BNS), qui étend actuellement l'enquête sur laquelle elle repose.



Les services financiers des banques ont représenté en 2008 la plus grande partie des exportations de services (30%). Les importations ont été dominées par les licences et brevets, une place qui revenait autrefois au tourisme.

Photo: Keystone

Importance des échanges de services avec l'étranger

L'interdépendance économique entre la Suisse et l'étranger est non seulement élevée, mais elle a encore augmenté ces dernières années. La quote-part du commerce extérieur (sommes des exportations et des importations en pourcentage du PIB) est souvent représentative de son importance économique. Or, celle-ci est passée de 12% à 22%¹ entre 1990 et 2008 pour les échanges de services avec l'étranger (voir *graphique 1*). Ce chiffre



Stéphanie Zeier
Économiste, responsable statistique, balance des paiements et des transactions courantes, Banque nationale suisse (BNS), Zurich

reste toutefois en retrait par rapport à d'autres petites économies ouvertes telles que l'Autriche ou la Suède (26% chacune).

Les exportations nettes de services représentent une des composantes du commerce extérieur et entrent donc, à ce titre, dans le calcul du PIB. Dans certaines branches (intermédiation financière et tourisme, par exemple), il semblerait qu'elles génèrent la moitié de la création de valeur; elles sont donc aussi significatives en termes d'emploi. Par conséquent, les fluctuations de la demande de services à l'étranger se répercutent fortement sur la conjoncture helvétique. Les importations de services font, quant à elles, partie de la consommation des ménages suisses (par exemple tourisme, services financiers aux ménages) ou des intrants nécessaires à la production des entreprises (par exemple services financiers, droits pour l'utilisation de licences et de brevets).

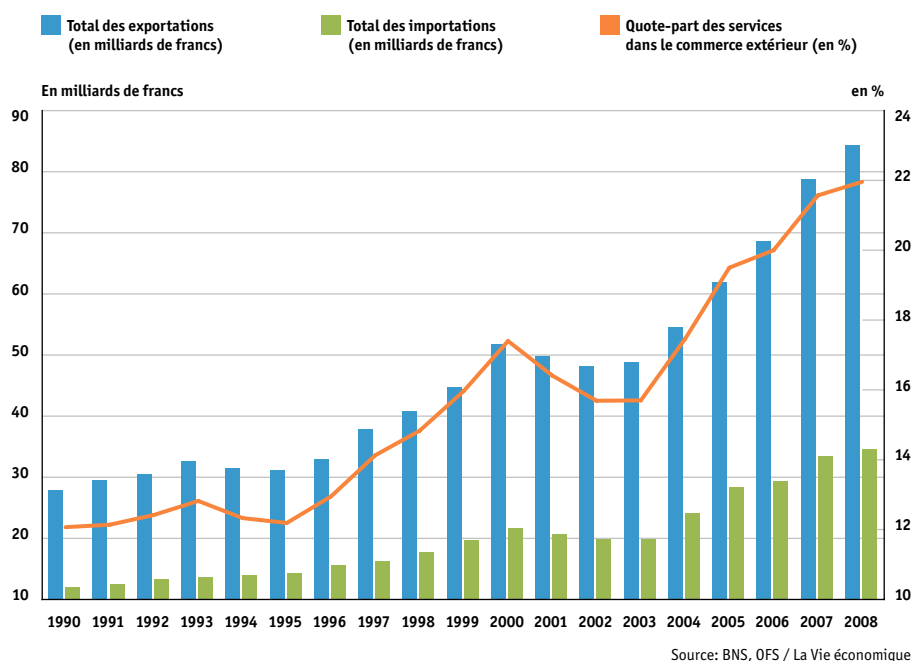
Ventilation et facteurs décisifs

Selon les prescriptions internationales (voir *encadré 1*), les échanges de services sont

¹ Les chiffres du présent article se basent sur des données nominales non corrigées des variations saisonnières.

Graphique 1

Exportations et importations de services et quote-part des services dans le commerce extérieur, 1990-2008



Suisse. Selon les prescriptions internationales, les recettes nettes tirées du commerce de transit doivent être considérées comme des exportations de services. Plus de la moitié des biens échangés étant des agents énergétiques, les exportations dans le commerce de transit sont étroitement liées aux prix des matières premières. Dans les *produits issus des licences et brevets* figurent les droits pour l'utilisation de ces derniers. Leur évolution dépend de plusieurs facteurs – dont l'échange de savoir-faire au sein des multinationales, qui joue un rôle de plus en plus important –, mais aucun n'apparaît clairement décisif jusqu'à présent.

Origine des données

La statistique sur les échanges de services entre la Suisse et l'étranger est établie par la BNS. Le *Manuel de la balance des paiements (MBP5)* du Fonds monétaire international (FMI) et le *Manuel des Statistiques du commerce international de services (MSITS2002)* publié par l'Organisation des Nations Unies (ONU, voir encadré 1) servent de bases méthodologiques, ce qui permet à la BNS de garantir la comparabilité internationale des données.

Chaque trimestre, la BNS collecte la majeure partie des informations, dont celles sur les services financiers, le commerce de transit et les licences et brevets, directement auprès des entreprises. Certaines données n'étant fournies qu'une fois par an, elles font l'objet d'une estimation trimestrielle. De plus, celles relatives à certains services, dont les Sifim et les prestations des compagnies d'assurances, ne peuvent pas être obtenues directement. Elles sont donc évaluées conformément aux exigences du FMI. Ces estimations reposent sur des données trimestrielles telles que les recettes de primes pour les prestations d'assurances ou les produits issus des opérations d'intérêt des banques pour les Sifim.

Les informations sur le tourisme sont rassemblées chaque année par l'Office fédéral de la statistique (OFS) ou estimées trimestriellement par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco).

Évolution depuis 1990

Entre 1990 et 2008, les exportations de services sont passées de 8% à 16% du PIB. Elles s'élevaient à 84 milliards de francs en 2008 (voir *graphique 1*). Les services financiers des banques en constituaient alors la majeure partie (21 milliards de francs, voir *graphique 2*), suivis par le tourisme (16 milliards de francs), le commerce de transit (14

Encadré 1

Publications de la Banque nationale suisse (BNS)

- *Balance suisse des paiements (rapport annuel)*
- *Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)*
- *Bulletin mensuel de statistiques économiques: tableau Q1 Balance des transactions courantes – Aperçu; Internet, tableau Q1a Balance des transactions courantes – Composantes.*

Les publications de la BNS sont disponibles en français, en allemand et en anglais sur Internet (www.snb.ch, rubrique «Publications»).

Normes internationales relatives aux échanges de services avec l'étranger

Normes en vigueur:

- *Manuel de la balance des paiements (MBP5)* (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/bopman/bopman.pdf>)
- *Manuel des statistiques du commerce international des services (MSITS2002)* (http://unstats.un.org/unsd/tradeserv/TFSITS/MSITS/m86_french.pdf)

Propositions de révision

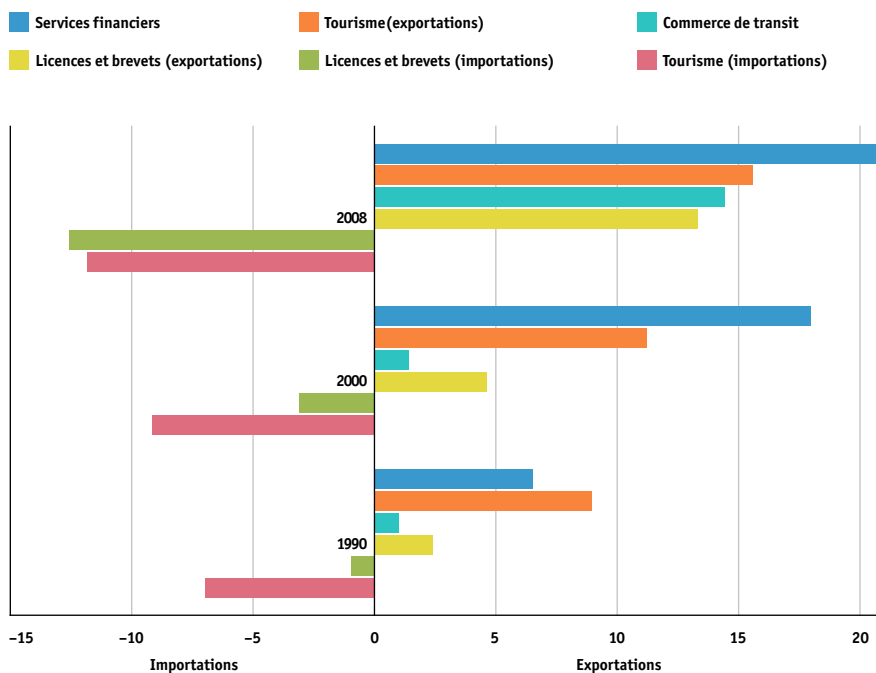
- *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, 6^e édition (MBP6, projet de mise à jour, en anglais uniquement)* <http://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2007/pdf/BPM6.pdf>
- *Manuel des statistiques du commerce international des services (MSITS2010, chapitres provisoires, en anglais uniquement)* <http://unstats.un.org/unsd/tradeserv/TFSITS/msits2009.htm>

ventilés en dix catégories principales et plusieurs sous-catégories. Seules les plus pertinentes pour la Suisse, à savoir les services financiers des banques, le tourisme, le commerce de transit (également appelé «merchandise») et les licences et brevets seront commentées ci-après.

Les *services financiers des banques* englobent les opérations de commissions et les services financiers fournis contre une rémunération indirecte, comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés, Sifim). Les opérations de commissions jouent un rôle déterminant dans l'évolution des services financiers. Il s'agit principalement des rémunérations que les banques tirent de la gestion de fortune et des émissions de titres ainsi que des courtages sur les opérations boursières. Il existe une forte corrélation entre les exportations de services financiers et les fluctuations sur le marché des actions. Le *tourisme* comprend les voyages d'affaires, d'agrément et à la journée. Les dépenses des hôtes étrangers en Suisse sont comptabilisées comme exportations de services, et celles des hôtes helvétiques à l'étranger comme importations de services. L'évolution des cours du change ainsi que celle des revenus à l'étranger (exportations) et en Suisse (importations) influent sur le tourisme. Le *commerce de transit* désigne des opérations commerciales dans lesquelles des biens sont achetés puis revendus à l'étranger sans être dédouanés en

Graphique 2

Évolution des principales catégories dans les échanges de services entre la Suisse et l'étranger, 1990-2008



Source: BNS / La Vie économique

milliards de francs) et les licences et brevets (13 milliards de francs).

Le *tourisme* représentait au moins un tiers des exportations de services jusqu'en 1997, ce qui en faisait la principale catégorie. Puis, son importance relative a diminué jusqu'en 2008 pour s'établir à 18%; il a alors été supplanté par la deuxième catégorie: les *services financiers des banques* (30% la même année). Le *commerce de transit* a, quant à lui, enregistré une progression supérieure à la moyenne: s'il ne représentait qu'une faible part des exportations de services (environ 3%) jusqu'en 2002, il décollait l'année suivante pour atteindre 14% en 2008. Cette croissance brutale résulte surtout de la hausse des prix des agents énergétiques et des autres matières premières, mais aussi en partie de l'établissement constant de nouveaux transitaires en Suisse, en particulier à Genève et à Zoug. Enfin, les *licences et brevets*, qui représentaient près de 10% des exportations de services jusqu'en 2000, se sont renforcés, pour s'établir à 14% en 2008.

Entre 1990 et 2008, la croissance des *importations de services* a été inférieure à celle des exportations. Elles sont passées de 4% à 6% du PIB et s'élevaient à 35 milliards de francs en 2008. Les licences et brevets (13 milliards de francs) constituaient la principale catégorie en valeur, suivis par le *tourisme* (12 milliards de francs).

Les importations de services étaient dominées par le *tourisme* jusqu'en 2007, mais sa

quote-part a nettement régressé entre 1990 et 2007 (de 58% à 36%). Ce sont surtout les *licences et brevets* qui ont gagné en importance: ils représentaient, en moyenne, près de 10% des importations de services jusqu'en 1998, puis ont fortement progressé dès l'année suivante pour atteindre 36% en 2008.

Depuis la création de la statistique en 1947, la Suisse a toujours enregistré un *excédent des exportations* dans les échanges de services avec l'étranger; celles-ci représentent parfois plus du double des importations. Entre 1990 et 2008, cet excédent a passé de 16 milliards à 50 milliards de francs. Tant son niveau que son évolution ont été déterminés par le solde des services financiers entre 1990 et 2003; leur importance a toutefois diminué dès 2004 au profit du commerce de transit, dont le solde a connu une progression fulgurante. Ce dernier a, dès lors, non seulement influé sur l'évolution de l'excédent, mais aussi de plus en plus sur son niveau.

Perspectives

Les échanges de services avec l'étranger jouent un rôle croissant dans l'économie suisse. Leur importance est toutefois encore sous-estimée en raison de lacunes dans la statistique. En effet, les données de certaines catégories, dont les services de conseil, les services informatiques et ceux liés à la recherche et au développement, ne sont collectées que partiellement ou font entièrement défaut. De plus, il n'existe aucune ventilation des services par pays, comme c'est aujourd'hui l'usage dans les nations industrialisées. La BNS a donc décidé d'étendre l'enquête actuelle jusqu'en 2012 dans le cadre du projet *serviceBOP*, afin d'améliorer la représentation des échanges de services entre la Suisse et l'étranger (voir encadré 2).

La révision du *Manuel de la balance des paiements (MBP5)* du FMI apportera également d'autres nouveautés. La Suisse prévoit d'appliquer les nouvelles normes à l'ensemble de la balance des paiements dès 2014. Toutefois, la BNS s'appuiera déjà sur les dispositions du MBP6 du FMI dans son projet *serviceBOP*. L'un des changements majeurs concerne la comptabilisation du commerce de transit: après l'adoption de la norme révisée (2014), celui-ci n'apparaîtra plus dans les échanges de services, mais dans ceux concernant les biens.

Encadré 2

Extension de l'enquête sur les échanges de services avec l'étranger: le projet *serviceBOP*

La BNS s'emploie actuellement à remanier l'enquête sur les échanges de services entre la Suisse et l'étranger en vue de combler les lacunes et d'ajouter une ventilation géographique des services. Le cercle des entreprises appelées à fournir des données passera de 500 actuellement à près de 2500, ce qui améliorera également la représentativité de la statistique.

Au premier semestre de 2010, la BNS mènera une enquête préliminaire auprès de 10 000 entreprises en Suisse au maximum. Les résultats lui permettront ensuite de sélectionner un échantillon représentatif d'entreprises pour la future statistique. Sur cette base, il est prévu de mener une enquête pilote auprès d'un cercle restreint d'entreprises au second semestre de 2011. Le lancement définitif de la nouvelle enquête sur les échanges de services avec l'étranger est prévu en 2012.